
Luttes ouvrières et années de plomb en Italie : de la centralité ouvrière à l'occultation du conflit

Andrea Cavazzini



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/801>

DOI : 10.4000/quaderni.801

ISSN : 2105-2956

Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

Édition imprimée

Date de publication : 5 mai 2014

Pagination : 41-56

Référence électronique

Andrea Cavazzini, « Luttes ouvrières et années de plomb en Italie : de la centralité ouvrière à l'occultation du conflit », *Quaderni* [En ligne], 84 | Printemps 2014, mis en ligne le 05 mai 2016, consulté le 01 janvier 2018. URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/801> ; DOI : 10.4000/quaderni.801

Luttes ouvrières et années de plomb en Italie : de la centralité ouvrière à l'occultation du conflit

Andrea
Cavazzini

*Chercheur
Groupe de Recherches Matérialistes*

Dans les années 1960 et 1970, l'Italie a été le théâtre de conflits socio-politiques très intenses, accompagnés d'une présence massive du recours à la violence tant de la part de mouvements et d'organisations politiques que des forces de l'ordre et des institutions étatiques. Le cas italien montre sous une forme exemplaire que l'apparition de la violence politique et sociale ne devient intelligible qu'à travers la liaison entre dynamique du conflit social, réaction des institutions et des pouvoirs en place vis-à-vis de ce conflit, et orientation idéologique et organisationnelle des acteurs politiques. Pourtant, la complexité de ce rapport est systématiquement gommée par l'usage public, à la fois médiatique et institutionnel, de l'histoire italienne récente. La construction discursive qui domine cet usage – l'image-épouvantail des *années de plomb* vues comme explosion d'une violence totalement hétérogène à l'ordre social et politique légitime – a pour objectif précisément de couper la considération du recours à la violence de toute prise en compte d'un processus socio-politique général qui pourrait troubler les partages simples et souvent apologétiques entre légitimité et illégitimité, raisons et déraisons, agresseurs et agressés.

La classe ouvrière comme centralité et comme refus

Le processus de mobilisation qui marque les deux décennies 60 et 70 en Italie est inséparable des conditions de la classe ouvrière de la grande industrie, dont la double centralité – par rapport à la dynamique des rapports capitalistes *et* à la stratégie politique – est affirmée par les courants marxistes-critiques qui commencent dès les années 1950 à élaborer une orientation alternative

à la « gauche historique » dominée par le Parti Communiste¹. La Nouvelle Gauche se construit à partir d'un *pari* portant sur la capacité de la classe ouvrière à incarner un élément irréductible au système – apparemment inébranlable et pacifié – du capitalisme fordiste-keynésien des Trente Glorieuses : un capitalisme rationalisé, qui introduit des formes de planification, et qui semble pouvoir prendre en charge le « bien-être » de la société tout entière – y compris celui des travailleurs salariés – à travers des montages techniques, économiques, juridiques et psychosociologiques. Dans la construction historiographique et médiatique des années de plomb, la nouvelle gauche sera systématiquement indiquée comme la matrice idéologique de la violence terroriste, ce qui rend nécessaire d'esquisser brièvement son histoire.

Dans les années 1950, les conditions de vie à l'usine deviennent particulièrement dures. *Gli anni duri alla Fiat* (« les années dures à Fiat ») est une formule qui indique la brutalité avec laquelle la principale entreprise industrielle italienne imposa à ses ouvriers non seulement une surexploitation massive, mais aussi la persécution systématique des cadres syndicaux et politiques. Le PCI refuse alors de faire de la situation des usines un enjeu politique, la classe ouvrière étant censée se charger moins de ses propres conditions d'existence que de l'intérêt général d'un pays à reconstruire. Et l'action politique se limite à la sphère parlementaire et à la conquête de l'opinion publique progressive à travers la critique des conditions d'arriération de la société italienne.

Les années 1960 marquent le passage de la Reconstruction au Miracle Économique, et la

stabilisation d'un capitalisme industriel moderne dans le Nord : une société industrielle fondée sur le *welfare*, sur la production et la consommation de masse, prend forme pour la première fois en Italie. Des gouvernements de centre-gauche se forment, qui voient dans la programmation économique un moyen de régler et de dépasser rationnellement les conflits sociaux propres au capitalisme. Le Parti communiste reste dans l'opposition, mais partage largement l'idée que le développement de la technologie industrielle et l'introduction de formes de planification étatique représentent un dépassement partiel de la contradiction fondamentale entre le capital et le travail : « *Suivant la ligne fixée depuis l'après-guerre avec l'idéologie de la Reconstruction, le PCI ne se distingue du centre-gauche que par sa demande de participation à l'élaboration des stratégies du développement capitaliste* »². Cette ligne implique l'adhésion aux exigences capitalistes de croissance des profits et de la production : la tâche des ouvriers est de soutenir les stratégies de rationalisation de la production et du développement industriel, grâce auxquelles la classe ouvrière pourra, à travers ses organisations, s'identifier de plus en plus à l'intérêt général.

Tant dans les années 1950 que dans les années 1960, la gauche historique échoue à faire des conditions des classes laborieuses un enjeu politique : « l'intérêt général » dont la classe ouvrière est censée être porteuse, implique le refoulement des formes d'exploitation, de domination et de violence qui innervent la vie immédiate du travailleur à l'usine, son rapport à la technologie industrielle et à l'organisation de la production, sa condition même d'être-au-travail. Dans les années 1950, les formes « disciplinaires » les plus

brutales du « despotisme d'usine » étaient passées sous silence au nom d'une stratégie qui déplaçait hors de la production les lieux propres de la politique ; dans les années 1960, au contraire, la rationalisation fordiste et keynésienne de la production et de ses montages socio-institutionnels est considérée par la gauche historique comme une simple amélioration des conditions de vie imposée par le progrès des forces productives, si bien que les relations de pouvoir – auxquelles les travailleurs sont assujettis à cause précisément de la rationalisation – n'en deviennent que plus invisibles.

La perte de tout contrôle sur un processus de production qui tend à coïncider avec la totalité des relations sociales s'accompagne de la condition misérable d'une nouvelle classe ouvrière issue de l'émigration du Midi rural vers les métropoles industrielles du Nord : des grandes masses d'immigrés sont absorbées par les villes et par la grande industrie – leurs conditions de vie sont souvent aux limites de la simple survie. Le « nouvel ouvrier » est souvent issu d'un milieu rural dont il a été brutalement déraciné ; incorporé à un processus de production standardisé, parcellisé et mécanique, il est généralement une figure de l'anonymat urbain, parfois même de la marginalité sociale. Dépourvu de tout *ethos* artisanal à défendre, il ne demande qu'une amélioration de ses conditions de vie, sans éprouver de liens émotionnels ni avec le métier ni avec l'œuvre produite : il veut généralement gagner plus en travaillant moins, accéder aux objets de consommation de masse en réduisant au minimum les ravages de cet enfer qu'est le travail à l'usine.

L'analyse de cette profonde transformation de

l'Italie fut l'œuvre de la Nouvelle Gauche. En particulier, la revue-collectif *Quaderni Rossi* fondée par Raniero Panzieri a produit les premières analyses systématiques de la structure du capitalisme contemporain, en insistant sur les effets de pouvoir du développement technologique et des consommations de masse. Les *Quaderni Rossi* animèrent aussi un vaste programme d'enquêtes sociologiques militantes dans les usines, visant à soutenir la construction d'un contre-pouvoir ouvrier dans les lieux de la production³. Ces travaux et orientations ont joué un rôle décisif dans la formation politique des jeunes dirigeants du mouvement étudiant qui éclatera en 1967, et dont l'articulation avec les luttes ouvrières donnera vie, en 1969, à l'archipel de la gauche extraparlamentaire⁴.

Au début des années 1960, les premières révoltes ouvrières visant les syndicats détermineront une scission au sein des *Quaderni Rossi*⁵. Pour les militants plus proches de Panzieri, le soutien porté à la contestation violente contre les syndicats risque de couper les liens de la revue-collectif avec certaines aires syndicales desquelles dépend l'accès à l'usine, et par conséquent la possibilité même de faire des enquêtes. Pour le groupe scissionniste qui donnera vie à la revue *classe operaia*, le comportement antagoniste des ouvriers à l'égard du syndicat représente d'ores et déjà le paradigme d'un *refus* de toute médiation institutionnelle. D'où l'effort de *classe operaia* de théoriser toute une série de conduites ouvrières, allant des actes de sabotage à la grève « sauvage », comme des gestes politiques de non-collaboration avec l'ordre total capitaliste. La gauche extraparlamentaire, en particulier ses deux organisations principales, Lotta Continua

et Potere Operaio, développeront les analyses de *classe operaia* dans une direction insurrectionnelle et autogestionnaire.

De la révolte de la Piazza Statuto à l'« automne chaud »

Les pratiques d'insubordination ouvrière qui se manifeste à partir du début des années 1960 relèvent largement de l'invisibilité dans laquelle les horizons politiques et les catégories théoriques dominants avaient laissé des rapports sociaux de plus en plus centraux et porteurs de conflit. La dynamique de la radicalisation du conflit a partie liée avec ce décalage entre, d'une part, la centralité objective de ces phénomènes et, d'autre part, la dépolitisation – voire le refoulement pur et simple – des sphères sociales concernées. C'est pourquoi les comportements antagonistes au sein de la classe ouvrière se manifestent très rapidement sous la forme d'une tension, qui peut aller jusqu'à l'hostilité déclarée, à l'égard des syndicats. En 1962, une grande vague de grèves ouvrières – la plus importante depuis la fin de la guerre – débouche entre le 7 et le 9 juillet sur la célèbre révolte de la Piazza Statuto à Turin : des ouvriers prennent d'assaut le siège du syndicat UIL, qui vient de signer avec FIAT un accord séparé. Les affrontements entre les ouvriers et la police ne s'arrêteront qu'au bout de trois jours, lorsque les forces de l'ordre occuperont militairement la Piazza Statuto⁶.

Ce qui distingue cette révolte, outre le conflit ouvert avec la médiation syndicale, est la volonté d'investir et de se réapproprier l'espace de l'usine : la colère qui éclate contre l'accord séparé vise le refus par les signataires de prendre

en considération, avec les augmentations salariales, la révision des horaires, des rythmes du travail et de la discipline interne à l'usine. Cette réappropriation de l'organisation du processus de production comme objet de décision et de maîtrise exercées par le collectif ouvrier va devenir l'enjeu de pratiques d'insubordination qui dépassent rapidement la forme traditionnelle de la grève. L'espace fermé de l'usine devient de plus en plus le théâtre de pratiques de sabotage, d'occupations, de grèves sauvages que les syndicats et les partis de gauche n'arrivent plus à encadrer dans le schéma de la représentation et de la collaboration entre capital et travail. La figure dominante de la nouvelle classe ouvrière est l'ouvrier immigré et déraciné, « *l'ouvrier de la chaîne : non professionnalisé, mobile, interchangeable. L'ouvrier qui correspond aux grandes mutations technologiques des années 1920 et 1930, à l'institutionnalisation de l'organisation du travail de Ford et de Taylor* »⁷. Cette figure ouvrière n'a plus aucun lien de fidélité idéologique avec les organisations politiques et syndicales « historiques », et ses pratiques de lutte prennent généralement la forme d'une guérilla permanente à l'intérieur de l'usine. La séquence des luttes des années 1960 débouche, en 1969, sur les grandes grèves de l'« automne chaud »⁸. Cette vague de grèves se caractérise par des discussions intenses sur les formes de lutte qu'il convient d'adopter. L'aile la plus radicale prône le recours à des pratiques qui visent moins à faire un usage symbolique de la mobilisation – ce qui correspond à la fonction de la grève dans les pratiques traditionnelles – qu'à interrompre réellement le déroulement du processus de production. À la grève de 24 heures, qui commence généralement après la fin de la journée de travail,



est préférée la « grève articulée », où l'interruption du travail est organisée atelier par atelier, équipe par équipe : « *Cette forme de grève touche à l'exploitation quotidienne (...) : les cadences, les pauses, les comportements du petit cadre ou du surveillant ; tout le monde participe à la décision, sans représentation – c'est le terrain d'élection de l'autonomie ouvrière* »⁹. La pratique traditionnelle qui consistait à interrompre la grève pendant les pourparlers entre syndicats et patrons est refusée : l'interruption *sine die* de la production est utilisée explicitement comme un moyen de pression.

La grève traditionnelle tend à s'associer à la grève articulée, les syndicats des métallurgistes essayant de ne pas se séparer du mouvement : ils vont jusqu'à accepter des conseils d'usine ouverts, non réservés aux membres d'une organisation syndicale. Mais les participants aux initiatives syndicales restent généralement moins nombreux que les grévistes : les ouvriers préfèrent la stratégie que certains commentateurs qualifieront de « vietnamienne » – une guérilla liée à son territoire naturel : l'usine et l'atelier restent les sites privilégiés de la lutte, et deviennent ainsi des lieux immédiatement politiques, où se font et se défont des rapports de pouvoir.

À partir du mois de septembre 1969, l'Italie est secouée par une vague sans précédent de grèves, manifestations, révoltes, occupations, qui relie le Nord au Midi et aux Îles, et à laquelle s'articulent de nombreuses revendications portant sur les loyers et les tarifs des services publics (électricité, chauffage, transports en commun). Certaines organisations syndicales furent les seules institutions à soutenir les instances de ce

mouvement et à essayer de le canaliser en direction d'une politique de réformes substantielles : les partis politiques, les forces de l'ordre et les organisations patronales choisirent au contraire d'opposer au mouvement des réactions hystériques devant la menace portée contre la propriété et l'ordre public. En 1969, les pratiques de lutte qui dépassent les bornes de la légalité deviennent un phénomène de masse, vu par les ouvriers comme un moyen parfaitement légitime d'obtenir ce qu'ils demandent. Face à la répression étatique, le mouvement tend à sortir de l'usine et à rechercher des alliances avec les luttes des étudiants, des chômeurs, des populations des quartiers pauvres.

Ce phénomène – la « socialisation des luttes » – prend très rapidement les allures d'un affrontement total et irréductible entre les figures multiples du prolétariat des grandes villes et les classes privilégiées : à Milan et à Turin les sièges des organisations patronales sont visés, ainsi que les expositions industrielles et les beaux quartiers des grands centres urbains. Pendant le mois de novembre, l'intensité de l'affrontement atteint son sommet : les luttes ouvrières à FIAT se radicalisent incessamment, des grèves sauvages éclatent et des manifestations violentes visent les cadres – les « cols blancs » – traditionnellement solidaires avec la direction. Le 19 novembre, lors d'une grève nationale pour le droit au logement, les camionnettes des divisions spéciales de la police chargent des manifestants : une camionnette lancée à toute vitesse contre la foule chavire et un agent de police meurt. La répression s'intensifie et la position des institutions face aux mouvements se durcit : après de centaines d'arrestations, l'interdiction des organisations



de la gauche extraparlamentaire est envisagée. Le 28 novembre, en dépit d'une atmosphère sombre de violence généralisée et de guerre civile rampante, la manifestation nationale des ouvriers métallurgistes à Rome se déroule sans incidents. Début décembre, des contrats commencent à être signés, largement favorables aux demandes des ouvriers : ils obtiennent des augmentations salariales indépendantes des divisions hiérarchiques, l'égalité de statut par rapport aux cadres et le droit d'organiser des assemblées durant la période de travail. Ces résultats touchent immédiatement à la structure de pouvoir interne à l'usine, à ses segmentations socio-professionnelles et à l'absence de contrôle collectif sur le processus de production.

Mais ces premières victoires coïncident avec le début d'une nouvelle phase, dans laquelle la violence changera de fonction et d'échelle. Le 12 décembre 1969 une bombe éclate dans la Banque de l'agriculture de Milan, située Piazza Fontana : 16 personnes sont tuées et 80 sont grièvement blessées. Les institutions, les organisations politiques et les médias hostiles aux mouvements parleront d'une continuité entre l'usage de la violence dans les grèves et le massacre de la Piazza Fontana ; les organisations de la gauche extraparlamentaire – qui constituent désormais un vaste archipel de groupes et collectifs issus en particulier de la rencontre entre étudiants et ouvriers – verront dans l'attentat la réponse criminelle de l'État à la séquence des luttes et à la perspective d'une transformation radicale de la société¹⁰. Les acteurs politiques de la séquence se préparent à des scénarios catastrophiques : guerre civile ou coup d'État. La pratique de la violence politique tend à dépasser les bornes de

la dynamique immanente au conflit social, et à s'inscrire dans la logique autonome de l'état d'urgence et de la militarisation. Bien que cette tendance ne produira ses effets les plus catastrophiques que dans la seconde moitié des années 1970, le 12 décembre 1969 marque le début des années de plomb.

Du conflit social au complot : la « rétrologie »

Alors que pendant des décennies la séquence des luttes sociales est restée un objet de mémoire pour certains milieux militants, la mémoire « publique » des années de plomb a découplé systématiquement les pratiques violentes ou illégales du contexte social et historique dont relève leur devenir. Cette mémoire publique est le produit d'un montage discursif, idéologique et institutionnel dans lequel l'histoire savante ne joue qu'un rôle subordonné, les instances déterminantes étant les médias et les pouvoirs politique et judiciaire. Ces trois sphères entretiennent dans la société italienne de nombreux rapports réciproques et parfois opaques.

Le traitement de la séquence rouge par cette construction – dont la finalité principale est l'écriture d'une histoire d'État des années 60-70 – a été efficacement résumé par un article de Paolo Persichetti : « *Le thème de la conspiration domine la littérature historique de l'Italie récente. La période républicaine est représentée dans la plupart des cas comme un continuum criminel, un trajet mêlé de mystères et secrets, régi par l'action illégale et connivente des hiérarchies atlantistes avec certains groupes dominants et des élites politiques. Ainsi racontée, l'histoire est devenue un récit de crimes. Son explication suit*

le mode judiciaire, ses sources s'inspirent des enquêtes de police et des arrêts de justice »¹¹. L'un des aspects les plus frappants de cette réécriture est l'effacement de toute dialectique historico-sociale, que rendent intelligibles les catégories de la politique, de la sociologie et de l'économie. Cette construction occulte l'implication des institutions *légitimes* et des classes dirigeantes *visibles* dans les événements tragiques de l'histoire italienne récente – toute responsabilité est attribuée à des instances occultes qui auraient constitué un « État parallèle ». La violence – éventuellement illégale – des détenteurs du pouvoir est ramenée aux agissements d'une cabale ; symétriquement, la violence et les illégalismes exercés par les classes dominées sont dépouillés de toute épaisseur historique et sociale et sont réduits aux fruits d'une volonté perverse de subversion.

Le genre narratif qui correspond à ce schéma n'a plus guère à voir avec les critères de validation de l'histoire savante : il porte d'ailleurs un nom spécifique et distinct – la *dietrologia* : « La “rétrologie”, en italien *dietrologia*, du mot *dietro* (derrière) [consiste à] chercher non pas un éventuel sens caché des choses mais le présumé marionnettiste qui fait bouger les choses »¹². Le mode de production de ces récits correspond à la fois à des transformations institutionnelles propres aux sociétés contemporaines et à des traits spécifiques de la société italienne depuis la fin des années 1970 : « La *judiciarisation des sciences sociales* est la dernière étape d'une *judiciarisation plus globale de l'espace public*. Des historiens sont recrutés comme consultants rétribués par les juridictions ou bien ils sont convoqués à la barre pour fournir des expertises et des témoignages sous serment.

Inversement, l'arbitrage des juges s'accroît dans les controverses historiographiques à tel point que l'écriture et la réécriture de l'histoire se retrouvent souvent confiées aux sentences de l'autorité judiciaire »¹³. Ce phénomène assume une configuration singulière en Italie, où la crise politique des années 60-70 a eu comme seule issue l'état d'urgence rampant et la criminalisation de toute forme de contestation et de conflit – une tendance qui était déjà bien présente au début des luttes ouvrières dans les années 1960 : « C'est la magistrature qui a écrit le plus grand nombre de pages de l'histoire contemporaine de l'Italie : indirectement, par le biais de ses instructions et sentences ; directement, par les nombreuses publications, livres, articles, entrevues de ses membres. Cette place centrale conquise dans le fonctionnement social a permis à la magistrature de promouvoir un nouveau “sens commun” (...). D'autres acteurs sont venus porter leur aide aux historiens parés de la toge, des “grandes plumes” du journalisme (...) et des hommes politiques, par le biais de commissions d'enquête parlementaires créées pour faire de la lumière sur les “pages obscures” de l'histoire récente du pays »¹⁴. L'aire politique la plus engagée dans ces discours est le centre-gauche issu des métamorphoses du Parti communiste italien, qui a fondé sur la reconstruction *ad hoc* de l'histoire des années 1960 et 1970 la légitimation de ses visées gouvernementales : « [Cette opération culturelle a permis] à la gauche modérée issue de l'ancien parti communiste une formidable réadaptation du regard sur son propre passé tout à fait compatible avec le nouvel “ordre mondial” consécutif à la chute du mur de Berlin »¹⁵. La légitimité des institutions – auxquelles les anciens communistes espèrent être identifiés en accédant aux responsa-



bilités gouvernementales – tend à coïncider avec la légalité. Du coup, toute contestation « d'en bas » de la légitimité politique est immédiatement réduite au statut de criminalité, alors même que les illégalismes perpétrés « en haut » afin de conserver le *statu quo* politique et social sont immédiatement attribués aux agences occultes. Ainsi, la présence virtuelle de la violence au sein du fonctionnement « normal » des sociétés contemporaines est radicalement refoulée par ces dispositifs et stratégies à la fois politiques et communicationnels ; du coup, l'immanence du conflit à tout ordre social devient un impensé radical, et toute contestation des équilibres politiques donnés finit par être considérée comme une entreprise d'emblée criminelle.

Un cas de figure

La réécriture rétrologique et judiciaire de la séquence des luttes sociales commence officiellement avec le procès connu sous le nom « 7 avril 1979 », instruit par le procureur de la République de Padoue, Pietro Calogero – considéré comme proche du PCI – contre les dirigeants du courant dit Autonomie ouvrière, héritier politique d'organisations comme Potere Operaio. Le procès se fondait sur un postulat simple (le « théorème Calogero ») : il aurait existé une convergence organisationnelle entre les Brigades Rouges et l'Autonomie, qui aurait constitué la « centrale » occulte de l'éversion rouge en Italie. Antonio Negri, professeur à l'Université de Padoue et d'autres militants autonomes, dont de nombreux enseignants et chercheurs, sont accusés d'avoir dirigé de nombreuses organisations faisant partie d'une seule entité centralisée, dont les Brigades Rouges elles-mêmes ne seraient qu'une émana-

tion. Le procès « 7 avril » aura une histoire longue et tortueuse avant que les sentences définitives ne soient prononcées : les vies de plusieurs des accusés, incarcérés pendant de nombreuses années en attendant la conclusion du procès – souvent avant d'être innocentés ou condamnés pour des actes d'une bien moindre gravité –, seront irrémédiablement détruites¹⁶.

Du point de vue historique, l'unité monolithique de l'Autonomie et sa coïncidence avec la « centrale » des Brigades Rouges – les deux piliers de la vision politique du « théorème » – constituaient des thèses parfaitement arbitraires¹⁷ ; quant aux sentences définitives – émises par les tribunaux de Rome et de Padoue –, elles ne parviendront pas à formuler des conclusions univoques sur la nature légale ou éversive des différents groupes et collectifs impliqués, l'identité supposée entre Autonomie et Brigades Rouges sera réduite à des contacts entre les deux entités témoignant d'une proximité idéologique, et l'accusation d'insurrection armée contre l'État finira par être démentie dans les sentences finales, d'ailleurs sur la base de motivations différentes dans les différents degrés de jugement. La disproportion entre le « théorème » du procureur Calogero et les sentences définitives est frappante. Pourtant, ses conséquences furent immenses : le procès « 7 avril » tissa des liens organiques entre pouvoir judiciaire, politique et médias – en particulier, le PCI, son organe de presse, *L'Unità*, et le quotidien *La Repubblica*, destiné à devenir le principal *opinion maker* de la gauche gouvernementale, apporteront leur soutien public (et apriorique) à Pietro Calogero. Surtout, le procès « 7 avril » inaugure une manière de lire les dynamiques des conflits, leur rapport à la violence politique, et la

relation générale entre violence et contradictions sociales, qui constitue un moment décisif dans la dépolitisation des phénomènes d'antagonisme et de radicalisation.

Un ouvrage récent témoigne de ce statut inaugural du procès « 7 avril » Calogero, qui vise explicitement à réaffirmer le bien-fondé du « théorème » en l'inscrivant dans une lecture globale de la lutte armée et des organisations subversives en Italie¹⁸ : *Terrore Rosso*, « La Terreur Rouge ». La collaboration dont l'ouvrage est le fruit s'inscrit dans un montage institutionnel et disciplinaire paradigmatique : les trois auteurs, Pietro Calogero, Carlo Fumian et Michele Sartori, sont respectivement un magistrat, un professeur universitaire d'histoire contemporaine qui enseigne aussi l'histoire du journalisme et des communications sociales, tout en collaborant à un projet de Master en « Communication et journalisme scientifique », et un ancien journaliste de *L'Unità*, spécialiste des enquêtes sur le « double État », la lutte armée et les loges maçonniques déviantes. Les auteurs remercient « le courage et le sens civique extraordinaire » de Flavio Zanonato, ex-communiste appartenant au centre-gauche, ancien maire de Padoue, célèbre pour ses politiques sécuritaires, et ministre du Développement économique depuis 2013. La dédicace ne précise pas le rôle joué par cet homme politique dans la réalisation de l'ouvrage. Son efficacité rhétorique est pourtant indéniable : les auteurs suggèrent que prendre la défense du procès « 7 avril » n'est pas exempt de risque, tout en veillant à rapprocher l'ouvrage d'une orientation politique et d'un contexte institutionnel très précis.

Les stratégies discursives du livre ne sont pas

moins exemplaires que les instances sociales, disciplinaires et politiques qu'il incarne. Dès la toute première page de l'Introduction, la version complotiste de l'histoire italienne récente est réaffirmée sans hésitations : « *Pendant la longue décennie 1970, dans un contexte interne et international marqué par une grande instabilité et ébranlé par l'agressivité renouvelée des protagonistes anciens et nouveaux de la Guerre Froide, les idéologies et les stratégies de la « guerre révolutionnaire » et de la « contre-révolution » se répandirent et s'enracinèrent dans presque tous les continents (...). L'essor impétueux de groupes et mouvements visant à user de la Terreur (...) pour subvertir des gouvernements, lutter contre les « oppresseurs » et transformer radicalement la société par le sang, s'articula aux « intérêts » et aux objectifs des services secrets et de leurs liens politiques plus ou moins occultes dans les pays touchés par le « grand jeu » de l'après-guerre : garantir la stabilité politique de sa propre aire d'influence et déstabiliser autant que possible son adversaire et ses alliés. Dans ces années-là, le terrorisme, l'éversion et la violence politique de droite et de gauche furent les protagonistes absolus de la vie des Italiens* »¹⁹. Le passage qu'on vient de citer attribue l'essor de la violence à une articulation perverse entre des idéologies extrémistes et des intérêts plus ou moins cachés liés au partage du monde entre les États-Unis et l'URSS. Que « la vie des Italiens » ait été dominée par la violence politique pendant toute une décennie est un contresens absolu, les années 1970 ayant été marquées par des processus bien différents : ce furent les années des principaux acquis juridiques et salariaux pour les travailleurs, mais aussi de la réforme de la psychiatrie, des luttes féministes, des mouvements visant à démocratiser la science,

la médecine et le droit, et en général d'une série de transformations de la vie quotidienne et des rapports de pouvoir qui l'innervent. Ces transformations ont été rendues possibles par les luttes et les mouvements issus des années 1960 : la violence politique qui s'est répandue en Italie après 1969 ne peut être considérée séparément de cette dialectique du conflit social et de la fin de non-recevoir que lui opposèrent les classes dirigeantes italiennes. Non seulement les contenus politiques de la « vie des Italiens » pendant toute une décennie sont réduits à la Terreur, mais la violence elle-même est vue comme un produit d'importation, dont le déclenchement ne relève que de facteurs extérieurs et de décisions prises par des instances occultes. Ces positions font fi non seulement des témoignages des militants qui considéraient le recours aux pratiques violentes comme une réaction face à la brutalité inattendue de la répression, mais aussi des reconstructions historiques savantes qui se sont penchées sur le lien tragique entre engagement et violence²⁰.

Le « terrorisme » et ses (non-)causes

Cohérent avec les prémisses de l'introduction, le dernier chapitre de l'ouvrage – écrit par Carlo Fumian – dresse un portrait du phénomène terroriste dont l'effet est sa dé-historicisation radicale. L'auteur – évidemment imperméable à la critique des mythes orientalistes – n'hésite pas à invoquer les Zélotes, la secte des Assassins et les Thugs pour suggérer une persistance métahistorique du terrorisme²¹. Ayant résolument opté pour une image mythique du terrorisme, C. Fumian avoue, sans surprise, la difficulté de fournir une définition du phénomène. Il en tire la conséquence qu'une définition acceptable du terrorisme devrait

être susceptible de soutenir « le système des accords transnationaux » entre services de police et de renseignement. Donc, la notion de terrorisme ne peut être construite qu'à partir des exigences pragmatiques des polices et des tribunaux : on reconnaît dans cette idée une théorisation de la démarche de Calogero, consistant à reconstruire l'histoire et les caractères de l'extrême gauche en fonction de la possibilité d'instruire un procès « total ». La supposition d'une « direction unifiée » de la violence politique est indispensable pour simplifier la tâche des enquêteurs, le recours à l'hypothèse de la « centrale » effaçant brutalement la dialectique entre conflits sociaux, organisations politiques et passages à l'acte en direction des pratiques violentes. Les clivages politiques, les foyers multiples de politisation, les différentes motivations de la radicalisation et les différentes orientations stratégiques dans la pratique même de la violence sont laissés de côté et remplacés par un dessein univoque relevant exclusivement de la perversité subjective. La réduction des causes de la violence politique aux agissements de la « centrale » finit par faire jouer un rôle exorbitant à des sinistres – et fantasmatiques – cercles d'intellectuels prêts à fomenter la terreur et la subversion uniquement sur la base de leur aveuglement idéologique²².

C. Fumian affirme que le terrorisme ne vise pas à surmonter les impasses du processus révolutionnaire, mais à déclencher celui-ci dans un contexte où ne règnerait que l'harmonie sociale²³. Le terrorisme – résumant ici un ensemble vaste et indifférencié de pratiques violentes ou illégales – n'aurait d'autre cause que la volonté subversive, dont les porteurs privilégiés sont évidemment les intellectuels : « *Les tentatives de repérer des*

corrélations statistiques entre des indicateurs socio-économiques importants et la violence politique en Italie entre 1969 et 1988 ont démontré l'inexistence de tout lien de cause à effet (...). Le terrorisme est rarement le fruit de l'action des pauvres et des démunis : dans la plupart des cas il relève d'une intelligentsia hautement idéologisée (pas de révolution sans apprentis sorciers), il tend à se développer plus à des époques d'affluence relative qu'en des périodes de misère désespérée, et à frapper les pays les plus ouverts et démocratiques »²⁴.

On peut mesurer la distance entre ces positions et la reconstruction de la séquence rouge italienne telle qu'elle ressort de témoignages et d'analyses historiques non rétrologiques – une reconstruction qui inscrit la décennie 1970 dans des tendances remontant aux années 1950 et au miracle économique. Or cette reconstruction dont nous avons repris les lignes générales ne prétend aucunement que l'Italie des années 1960-1970 aurait été une nation sous-développée caractérisée par la misère générale, mais tout simplement que l'entrée triomphale de l'Italie dans la modernité capitaliste a entraîné des inégalités vertigineuses, des formes nouvelles d'oppression propres au monde capitaliste avancé, et que le prix de la modernisation a été entièrement payé par des couches sociales expropriées de toute maîtrise sur leurs conditions d'existence : les nouvelles générations d'ouvriers et les nouvelles classes moyennes produites par l'industrialisation, la bureaucratisation de l'État et la scolarisation de masse. D'une manière analogue, il n'est pas question de qualifier abstraitement de « fascistes » les institutions italiennes de l'après-guerre jusqu'aux années 1970 – en dépit de la continuité

indéniable avec l'appareil d'État fasciste d'importants secteurs de la police et de la magistrature, et de l'ordre moral étouffant incarné par la droite démo-chrétienne. L'Italie des années 1950-1960 a été aussi le laboratoire d'importantes expériences sociales et politiques réformistes – tels les gouvernements de centre-gauche et les projets de planification économique – et de stratégies industrielles d'avant-garde : que l'on songe au projet industriel-communautaire d'Adriano Olivetti, ou encore aux efforts d'Enrico Mattei pour doter l'Italie d'une politique énergétique indépendante des États-Unis. Toutes ces expériences échouèrent à cause de l'opposition des secteurs dominants des classes dirigeantes, et furent vite liquidés avec une extrême brutalité. La position de l'Italie sur l'échiquier international de la guerre froide – sa proximité politique et géographique avec, d'une part, l'Europe orientale, avec la Méditerranée de l'autre – a certes joué un rôle dans la liquidation du laboratoire politique et social italien ; mais les contraintes internationales fournirent aux classes dominantes italiennes l'occasion de persister dans une orientation qui datait de la fondation de l'État italien au XIX^e siècle et qui consistait à considérer tout élargissement de la participation au pouvoir et aux décisions politiques, comme une atteinte inacceptable portée à l'équilibre des intérêts et des privilèges²⁵.

Cette orientation de longue durée a eu deux conséquences majeures du point de vue des raisons des phénomènes de radicalisation potentiellement violente de la dialectique politique. Premièrement, les processus de rationalisation des structures économiques, techniques et administratives ont toujours eu tendance à se séparer de l'amélioration des conditions des classes labo-

rieuses et de leurs perspectives d'accès à la pleine citoyenneté – en réalité, la « modernisation » des institutions n'a souvent fait qu'aggraver les inégalités et les formes de domination²⁶. Deuxièmement, l'État italien a traditionnellement eu recours à un usage disproportionné de la violence et de la répression à l'égard de toute contestation d'équilibres sociaux fondés sur des convergences d'intérêts et privilèges radicalement inégalitaires et souvent fort étriqués²⁷. Ce contexte et son épaisseur historique ne devraient pas être négligés lorsqu'on étudie le processus de radicalisation qui a débouché sur les dérives les plus tragiques des années 1970. Ils permettent de comprendre la dynamique qui a été déclenchée par la bombe du 12 décembre 1969 : le massacre de la Piazza Fontana et la mort de Giuseppe Pinelli ont cristallisé et consolidé toutes les tendances qui poussaient en direction d'un affrontement direct et militarisé avec l'État.

Conclusion

L'image-épouvantail des années de plomb est régulièrement évoquée lorsque des foyers de conflit social apparaissent. Journalistes et hommes politiques italiens n'ont cessé de conjurer le spectre pour stigmatiser des mobilisations souvent fort inoffensives, mais forcées de désavouer préventivement toute tendance à la radicalisation de leurs démarches. C'est la petite histoire des journaux et télé-journaux italiens, qui exploitent le mythe noir des années de plomb souvent sans faire preuve de beaucoup d'imagination.

Pourtant, ce réflexe conditionné peut être le symptôme d'une situation bien autrement com-

plexe. Le récit édifiant des années de plomb et de la lutte armée érige l'histoire rétrologique en mythe fondateur d'une idée très particulière de la légitimité. Le philosophe Enzo Melandri en avait indiqué les caractères à travers l'étude des implications du « théorème Calogero ». Selon Melandri, la transformation sociale et politique, l'ouverture « démocratique » des sociétés, oscille entre un degré minimum et un degré maximum. Le degré minimum est représenté par un humanisme réformiste bienveillant et inévitablement hypocrite ; le degré maximum par la voie révolutionnaire, laquelle implique d'opérer « *en dehors des solutions déjà connues comme étant à bien des égards rassurantes mais aussi décevantes* »²⁸. L'opération idéologique du « 7 avril » consiste à nier toute communication entre le degré maximum et le degré minimum, et à ériger par-là le *statu quo* en paradigme immuable de la légitimité, alors que toute tension éthico-politique authentique ne saurait éviter de rendre moins rigide la distinction entre respect des normes en vigueur et création de nouvelles normes. Cette indiscernabilité tendancielle rend impossible l'identification sommaire entre légalité et légitimité : si la transformation des normes dominantes dans une société doit être considérée comme un objectif légitime, la légalité devient incapable de la délimiter *a priori*. Ce qui impose de considérer les formes les plus agressives de radicalisation comme appartenant en principe au même continuum de pratiques socio-politiques dont relèvent les actions transformatrices légitimes. Il faut rappeler que c'est justement sur la définition des normes d'identification des enjeux et des objets de l'intervention politique que portaient les luttes dans les usines italiennes au début des années 1960.



Mais la possibilité de considérer comme légitime la contestation des normes fondamentales d'un ordre social – et partant de saisir l'immanence de la radicalisation à la dialectique entre contingence et autoreproduction, ou entre ouverture et fermeture, inhérente au dit ordre – implique l'attribution d'une certaine valeur à l'action politique. Luciano Ferrari Bravo a suggéré que la judiciarisation des conflits sociaux inaugurée par le procès « 7 avril » témoigne d'une éclipse du primat de la politique au sein des « systèmes » réciproquement indépendants qui composent les sociétés contemporaines²⁹. L'obsolescence du primat de la politique relèverait de la structure du capitalisme contemporain, qui, ayant liquidé le contre-pouvoir ouvrier et le *Welfare State* que celui-ci avait imposé, se reconfigure comme exclusion radicale de la confrontation avec la force-travail et partant comme déni radical de la légitimité du conflit social. La défaite des luttes ouvrières, qui fut particulièrement tragique et brutale en Italie³⁰, aura donc produit l'éclipse de toute hypothèse rationnelle de transformation politique des normes et des structures fondamentales de la société. Le conflit et sa radicalisation ne pouvaient être reconnus comme immanents à l'organisation sociale qu'à condition de reconnaître en elle la persistance d'une contradiction intime que la classe ouvrière incarnait au sein des rapports capitalistes. C'est pourquoi le lien entre le refoulement des luttes ouvrières et la construction des mythes rétrologiques est loin d'être une simple coïncidence. Les mythes du complot – et de ses porteurs maudits et stigmatisés – relèvent toujours de la volonté d'extérioriser la contradiction : il faut reconstruire sa signification pour pouvoir se réapproprier le sens rationnel d'un changement radical.

N · O · T · E · S

1. Sur cette constellation historique et théorique, voir M. Tronti, *Nous opéraitistes*, traduit de l'italien par M. Valensi, Paris, L'Éclat, 2013 ; A. Cavazzini, *Enquête ouvrière et théorie critique. Enjeux et figures de la centralité ouvrière dans l'Italie des années 1960*, Liège, Presses de l'Université de Liège, 2013 et *Le Printemps des intelligences. La Nouvelle Gauche en Italie. Introduction historique et thématique*, Europhilosophie Editions (<http://orbi.ulg.ac.be/bitstream/2268/115419/1/PrintempsIntelligences.pdf>). En outre, voir M. Tari, *Autonomie*, Paris, La Fabrique, 2011 ; S. Wright, *À l'assaut du ciel*, Marseille, Senonevero, 2007 ; N. Balestrini et P. Moroni, *L'orda d'oro. 1968-1977. La grande ondata rivoluzionaria e creativa, politica ed esistenziale*, Milan, SugarCo, 1988 (nouvelle édition sous la direction de S. Bianchi avec F. Berardi (Bifo), F. Chiaromonte, G. Daghini et L. Paolozzi, Milan, Feltrinelli, 1997) ; D. Giachetti, *Oltre il Sessantotto. Prima, durante e dopo il Movimento*, Pise, BFS, 1998 ; G. de Luna, *Le ragioni di un decennio. 1969-1979*, Milan, Feltrinelli, 2011 ; et *Séminaire du GRM* (<http://grm.hypotheses.org/category/archives>) (années 2007-2008, 2009-2010 et 2011-2012).
2. N. Balestrini et P. Moroni, *L'orda d'oro, op. cit.*, p. 278.
3. Voir Andrea Cavazzini, *Enquête ouvrière et théorie critique, op. cit.*, et le *Séminaire du GRM*, 2011-2012 (<http://grm.hypotheses.org/275>) (en particulier : http://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/1106/files/2013/01/GRM_5_annee_Cavazzini_3_decembre_2011.pdf).
4. Sur le mouvement étudiant italien, voir A. Cavazzini, « Politique, savoirs, culture. Remarques sur le mouvement étudiant italien », in *Cahiers du GRM*, n° 3, *Des luttes étudiantes dans les années 1960 en*

Europe occidentale (<http://grm.hypotheses.org/358>).

5. Voir à ce sujet A. Cavazzini, *Enquête ouvrière et théorie critique*, op. cit.

6. Sur la révolte de la Piazza Statuto, voir D. Lanzardo, *La rivolta di Piazza Statuto: Torino, luglio 1962*, Milan, Feltrinelli, 1979 ; et N. Balestrini et P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 130 sq.

7. N. Balestrini et P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 284.

8. Sur l'« automne chaud », voir *Ibid.*, pp. 278-348 et le roman de N. Balestrini, *Vogliamo tutto*, Milan, Feltrinelli, 1971 ; traduit par P. Budillon, *Nous voulons tout*, Paris, Seuil, 1973, Genève, Entremonde, 2009 (réédité en 2012 avec une Postface d'A. Tosatti).

9. *Ibid.*, p. 320.

10. Après le massacre, la police visera immédiatement les milieux anarchistes. Au cours d'un interrogatoire, l'anarchiste Giuseppe Pinelli meurt en tombant d'une fenêtre de la Préfecture dans des circonstances non éclaircies. Un autre anarchiste, Pietro Valpreda, fera plusieurs années de prison sur la base de preuves manipulées, avant d'être innocenté. Aujourd'hui, on sait que l'attentat fut perpétré par des groupes néofascistes vraisemblablement liés aux services secrets italiens et atlantiques. Sur les effets traumatiques du massacre de la Piazza Fontana sur toute une génération de militants italiens, voir : A. Sofri, *Les ailes de plomb*, traduit de l'italien par P. Audegean et J-C. de Zancarini, préface de M. Rueff et J-C. Zancarini, Paris, Verdier, 2010 ; et le film documentaire de Loredana Bianconi, *Do you remember revolution ?*, RTBF, 1997, composé des témoignages de 4 militantes de la lutte armée.

11. P. Persichetti, « Rhétorique du complot et représentation judiciaire dans les récits historiques de l'Italie contemporaine », in *Drôle d'Epoque*, n° 10, 2002 (<http://insorgenze.wordpress.com/2002/03/16/italie-le-theme-du-complot-dans-lhistoriographie-contemporaine/>).

12. *Ibid.*

13. *Ibid.*

14. *Ibid.*

15. *Ibid.*

16. Il est impossible ici d'étudier dans le détail le dispositif du procès « 7 avril » : le lynchage systématique des accusés par les médias, l'escalade dans la logique immanente au « théorème » qui conduira à accuser les dirigeants d'Autonomie ouvrière de toute sorte d'activités terroristes et subversives (dont l'assassinat d'Aldo Moro perpétré par les Brigades Rouges en 1978), l'indifférence et le silence des médias devant l'effondrement du théorème lors des sentences définitives. Sur tout cela, et sur les vies brisées par cet épisode politico-judiciaire, voir L. Barbieri, *I giornali a processo. Il caso 7 aprile* (<http://www.fisicamente.net/MEMORIA/index-1923.pdf>) et l'analyse lucide et pénétrante de L. Ferrari, « Processo all'italiana », dans Id., *Dal fordismo alla globalizzazione*, Rome, Manifestolibri, 2001. Luciano Ferrari Bravo, décédé en 2000, enseignait à Padoue et était un proche collaborateur de Negri ; il fut l'un des accusés principaux du procès « 7 avril ». Il sera reconnu innocent après plus de 5 ans de prison.

17. Sur l'histoire de la gauche extraparlamentaire, voir N. Balestrini et P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit. ; D. Giachetti, *Oltre il Sessantotto*, Pise, BFS, 1998 ; M. Grispigni, *Elogio dell'estremismo. Storiografia e movimenti*, Rome, Manifestolibri, 2000 et 1977, Rome, Manifestolibri, 2006.

18. P. Calogero, C. Fumian et M. Sartori, *Terrore rosso. Dall'autonomia al partito armato*, Bari, Laterza, 2010.

19. « Introduzione », in P. Calogero, C. Fumian et M. Sartori, *Terrore rosso*, op. cit., p. V.

20. Voir à ce sujet M. Grispigni, 1977, op. cit., et G. de Luna, *Le Ragioni di un decennio*, op. cit.

21. C. Fumian, « Alle armi », in P. Calogero, C. Fumian et M. Sartori, *Terrore rosso*, op. cit., pp. 167-168.

22. La haine à l'égard des intellectuels joua un rôle décisif dans la campagne en faveur du « théorème Calogero », en particulier dans la presse et les prises de position du PCI. Sur la question du rôle et de la fonction des intellectuels dans la « séquence rouge » italienne, voir A. Cavazzini, « Le bon usage des ruines. Franco Fortini et la question des intellectuels dans la séquence rouge italienne », dans *Cahiers du GRM*, n°2, *La Séquence rouge italienne* (<http://grm.hypotheses.org/353>).

23. C. Fumian, « Alle armi », *op. cit.*, p. 171.

24. *Ibid.*, p. 173.

25. Sur les tendances « de longue durée » des classes dominantes italiennes, voir l'ouvrage fondamental de G. Bollati, *L'italiano. Il carattere nazionale come storia e come invenzione*, Turni, Einaudi, 1983, 1996, 2011.

26. Sur les aspects inégalitaires de la modernisation en Italie et la critique des racines libérales-conservatrices de l'État italien, voir les critiques d'un intellectuel catholique comme R. Quadrillai dans Id., *Il pesé humiliât*, Milan, Ruston, 1973.

27. Sur l'usage de la violence par l'État italien contre les mouvements sociaux, voir C. Kermani, *Il numic interna. Guerra civile e lotta di classe in Italia 1943-1976*, Rome, Oradea, 1997. Un autre historien, M. Grisigni, a soumis à critique l'idée présente chez C. Kermani d'une longue guerre civile qui aurait opposé les classes dominantes italiennes aux mouvements des classes laborieuses de la chute du fascisme aux années 1970 ; il ne conteste pourtant pas que, à plusieurs reprises, les institutions étatiques italiennes aient opté pour un recours massif à la violence et à la répression face aux revendications ouvrières et paysannes.

28. E. Melandri, « Paradigmi di un calogerema », in A. Covi (dir.), *La creatura e il pleroma*, Cosenza, Lerici, 1983 (<http://www.carmillaonline.com/2006/07/02/paradigmi-di-un-calogerema-seconda-parte/>).

29. L. Ferrari Bravo, « Processo all'italiana », *op. cit.*, p. 304.

30. Voir à ce sujet A. Cavazzini, *Enquête ouvrière et théorie critique*, *op. cit.*



R · É · S · U · M · É

La « séquence rouge » italienne des années 1960-1970 est un banc d'essai fondamental pour l'étude des processus de radicalisation ainsi que des procédures organisées de leur refoulement. Cette intervention reconstruit le contexte d'origine et le développement des luttes ouvrières entre 1962 et 1969, précédé d'une phase d'exploitation extrêmement brutale, et étudie l'essor de la violence qui débouchera sur les « années de plomb » à partir de la dynamique bloquée du conflit social. En outre, l'étude de la reconstruction fantasmatique de la séquence permet de cerner les dispositifs de construction d'une histoire officielle dont la visée est l'effacement du conflit comme horizon immanent et possibilité permanente des rapports sociaux.

Abstract

The Italian “Red Sequence” of the sixties and seventies can serve as a fundamental testing ground for the study of the radicalization processes and their denying. This article first aims at reconstituting the background that gave rise to the worker's struggle between 1962 and 1969. It subsequently analyzes the emergence of political violence that led to the Italian “Anni di piombo” (“Years of Lead”). Further on, the study of recent narratives shows that the official historiography of those years feeds a denial of the conflict as a possible and lasting dynamic in social relations.